

REGIO INTERREG

Automne 2006, N° 8

BULLETIN

**Nouvelle Politique Régionale:
ce qui va changer!**

**Regio-Plus: «Qualifutura»
crée des places de travail pour
les jeunes**

**Interreg IIIA: Gestion du savoir-
faire pour les PME**



are
• • • • •
Bundesamt für Raumentwicklung
Office fédéral du développement territorial
Ufficio federale dello sviluppo territoriale
Federal Office for Spatial Development

Staatssekretariat für Wirtschaft
Secretaria di Stato à l'Economia
Segreteria di Stato dell'Economia
State Secretariat for Economic Affairs
seco

Impressum

Editeurs: Secrétariat d'Etat à l'économie SECO, 3003 Berne,
T +41 (0)31 322 28 73, F +41 (0)31 322 27 68, et Office fédéral du développement
territorial ARE, 3003 Berne, T +41 (0)31 322 40 60, F +41 (0)31 322 78 69;
Conception et réalisation: Zoebeli Communications SA, 3001 Berne,
T +41 (0)31 328 39 39, F +41 (0)31 328 39 30, e-mail: info@zoebelicom.ch;
Plate-forme de communication Regio Plus Net et Interreg: Pricewaterhouse-
Coopers, 3001 Berne, T +41 (0)31 306 81 11, F +41 (0)31 306 81 15.
Tirage: 7300 ex.; paraît une fois par année en français, allemand et italien.

Crédits photos: page de titre: Beat Märki;
3: Werkzeugzeitraum, Beat Märki, Zoebeli
Communications; 4-6: Qualifutura; 7: Werk-
zeitraum; 8: Beat Märki, Wald Landschaft
Gantrisch, paysage musées des Grisons; 9:
Miscanthus, monde des eaux Göschenen,
Zoebeli Communications; 10: Beat Märki;
11: Zoebeli Communications; 14: Office
de l'économie du canton de Glaris; 15:
Keystone; 16: Distretto Turistico dei Laghi,
service photos UE; 17-19: Beat Märki; 20:
service photos UE, Norbert Aregger; 22:
Beat Märki.

Regio Plus:**4 Pour un bon départ dans la vie professionnelle**

Qualifutura facilite aux jeunes le départ dans la vie professionnelle.

7 L'art traditionnel au service du design contemporain

Le projet Werkzeugraum soutient les métiers artisanaux traditionnels.

8 Magazine Regio-Plus**10 De nouveaux produits à base de massette**

Les innovations générées par la canne de jonc créent des postes de travail.

Nouvelle Politique Régionale:**11 La Suisse centrale mise sur l'innovation**

Projet pilote Neuland.

14 La Nouvelle Politique Régionale

Innovations issues d'initiatives propres.

Interreg:**16 Magazine Interreg****17 La gestion du savoir-faire pour les PME**

Ou comment les PME gèrent leur capital humain.

18 Réseau pour la recherche sur la lumière

La photonique – Technologie du futur.

19 En savoir plus grâce à un clic de souris

Offre de formation continue à partir d'Internet.

20 Des marchés en harmonie avec la nature

NENA rassemble en réseau des PME.

22 Nouvelles niches dans le marché du tourisme

Un projet interrégional vise un groupe cible inhabituel.

23 Point de vue

Yvonne Schärli-Gerig, Conseillère d'Etat du canton de Lucerne.

24 Encart

L'essentiel sur Regio-Plus et Interreg.

**Revoir des modèles surannés**

Lors de leur session d'automne, les Chambres fédérales ont approuvé à une large majorité l'instauration de la Nouvelle Politique Régionale. La loi fédérale sur la politique régionale doit améliorer la compétitivité économique des régions rurales, promouvoir l'esprit d'entreprise et renforcer les systèmes de valeur ajoutée. La Confédération soutiendra ces régions lorsqu'elles développeront elles-mêmes des innovations et qu'elles proposeront les stratégies correspondantes.

Les mutations structurelles dans les régions rurales constituent une réalité qui nous oblige à étudier de manière approfondie toutes les ouvertures possibles. Un processus qui peut paraître ardu mais qui peut aussi être une source de réelles chances. Les cantons gardent une grande marge de manœuvre créative dans le cadre de la Nouvelle Politique Régionale. Il convient dès lors de la mettre intelligemment à profit et de revoir de manière critique et créatrice les structures économiques régionales.

Les acteurs de la politique régionale ne resteront évidemment pas inactifs d'ici l'entrée en vigueur de la nouvelle législation. Vous découvrirez ainsi dans ce nouveau Bulletin les projets pilotes de la Nouvelle Politique Régionale en cours d'élaboration, de même que les programmes Régio-Plus et Interreg actuels. Ils contribuent aujourd'hui déjà au renforcement de la compétitivité des régions rurales. Je vous souhaite d'agréables instants de lecture.

Rudolf Schiess

Responsable de la politique régionale et d'organisation du territoire, SECO



7



10



19

Pour un bon départ dans la vie professionnelle

A Gadmen au col du Susten, dans le canton de Berne, de jeunes chômeurs difficiles à placer reçoivent la possibilité de se préparer, de manière accompagnée, à entrer dans la vie professionnelle. Des partenaires au projet du secteur agricole et de l'artisanat local pourront ainsi profiter de nouveaux modèles d'exploitation d'entreprise.

Le nombre des places d'apprentissage en Suisse est limité. Les jeunes cherchent souvent en vain durant des mois un tel poste de formation. La pression sur les écoliers en fin de scolarité tend ainsi à devenir toujours plus importante. De leur côté, les maîtres d'apprentissage peuvent se permettre de n'engager que des apprentis ayant obtenu de bons résultats scolaires. Des jeunes aux notes insuffisantes et présentant des troubles de comportement restent dès lors sur le carreau. Et lorsque après leur scolarité, ils ne disposent pas des compétences professionnelles et d'intégration sociale nécessaires, ces jeunes se retrouvent souvent à l'assistance sociale. Relégués en marge de la société, leur intégration dans une vie professionnelle réglementée devient toujours plus difficile. Le projet Regio-Plus «Qualifutura» offre aux jeunes gens concernés la possibilité de se former sur le plan du comportement et de leur capacité

de communiquer et ceci notamment dans un hôtel restaurant gastronomique de Gadmen au col du Susten facilitant ainsi leur entrée dans le monde du travail.

Une nouvelle exploitation dans une ancienne auberge

L'auberge quelque peu délabrée du quartier d'Obermad dans la commune de Gadmen, a vu défiler plusieurs tenants qui ont tenté leur chance sans succès. Les conditions économiques rendent toujours plus ardue la renta-

bilisation d'un établissement pouvant accueillir jusqu'à cinquante hôtes et offrant douze lits. En janvier 2005, les initiateurs du projet «Qualifutura» ont osé lui donner un nouvel élan et en sont devenus les nouveaux tenants. Soutenus par une association, ils disposent d'une solide assise financière pour faire tourner l'affaire sur le long terme.

Des jeunes au travail

L'assainissement et les travaux quotidiens à l'intérieur et à l'extérieur de l'auberge sont assurés par des jeunes

L'ancienne auberge de Gadmen permet à des jeunes de se lancer dans la vie professionnelle accompagnés.



Données-clés

Durée du projet: 2005 à 2010

Coûts totaux projetés: CHF 3 577 400

Contact: Matthias Hehl,
Qualifutura, 3863 Gadmen
T +41 (0)79 394 01 64
info@qualifutura.ch
www.qualifutura.ch



Des travaux de rénovation de l'auberge de Gadmen permettent à des jeunes de s'habituer à un horaire de travail régulier complété par un stage pratique dans la région.

Postes de travail

Le projet «Qualifutura» crée des postes de travail pour des jeunes difficiles à placer. Le projet renforce les infrastructures et les PME de la région de montagne de Gadmen, dans le canton de Berne et la région de l'Oberland bernois. Les professionnels de l'agriculture et de l'artisanat en général perçoivent ainsi de nouvelles sources de revenus.

gens ayant cherché en vain une place d'apprentissage. Cinq jeunes y travaillent actuellement. Ils devraient être une quinzaine d'ici environ deux ans et sont encadrés par des spécialistes socio-pédagogiques. L'équipe est complétée par des professionnels du secteur gastronomique ou artisanal en général. L'objectif des initiateurs du projet est de créer un réseau régional



La formation théorique fait partie du séjour à Gadmen.

d'exploitations agricoles et de petites et moyennes entreprises auprès desquelles les jeunes gens pourront accomplir une période de travaux pratiques après avoir passé par une phase préliminaire

de préparation et de qualification dans l'auberge de Gadmen. Une formation spécifique devrait former les futurs maîtres d'apprentissage à leur travail d'encadrement des jeunes adultes. ■

«A long terme, nous créerons de nouvelles sources de revenus»

Le responsable du projet, **Matthias Hehl**, est persuadé que non seulement les jeunes, mais également la région de Gadmen profiteront des retombées du projet «Qualifutura».

La formation de jeunes gens difficiles à placer prend du temps et implique des responsabilités. Qu'apporte cette prestation à la région en termes économiques?

Le projet «Qualifutura» repose sur une association indépendante et ne coûte rien à la commune. Au contraire, le village profite d'un nouveau contribuable, le chiffre d'affaires des entreprises locales augmente et nous renforçons l'exploitation des infrastructures locales. La commune de Gadmen bénéficie également d'une notoriété accrue. A long terme, nous voulons créer de nouvelles tâches et donc des sources de revenus pour les professionnels du monde rural et les PME de la région.

Ces jeunes difficiles à intégrer n'engendrent-ils pas des craintes dans la région?

Il est évident que notre initiative n'a pas suscité que des échos favorables. Une grande partie de la population locale et des responsables politiques sont toutefois à nos côtés. Cette confiance implique des responsabilités pour les jeunes gens concernés: ceux d'entre eux qui la rompraient devraient quitter notre établissement.

Comment pouvez-vous être certain que ces jeunes, au caractère souvent difficile, seront entourés de manière professionnelle?

Nous ne sommes pas un home, mais un internat. Nous avons néanmoins demandé et obtenu une autorisation



Matthias Hehl

d'exploitation pour un foyer de jeunes à l'Office cantonal de la jeunesse à Berne, ce qui implique des normes sévères en matière d'exploitation et de personnel. Les futurs moniteurs doivent ainsi suivre une formation spécifique. Grâce à notre système de gestion qualitative, des entretiens réguliers et des enquêtes sur le terrain, nous pouvons assurer la haute qualité de notre offre. ■

L'art traditionnel au service du design contemporain

Les responsables du projet Regio-Plus **Werkzeitraum** s'appuient sur des qualités presque oubliées de l'économie rurale. Ils développent en effet des produits entièrement fabriqués à la main et mettent en œuvre une nouvelle formation destinée aux métiers manuels traditionnels.

La production de masse, qui s'est intensifiée depuis les années 60 du siècle dernier, a rejeté dans l'oubli de nombreuses professions manuelles traditionnelles. Les régions périphériques à faibles structures en sont les principales victimes. Forgerons, cordonniers et tailleurs disparaissent ainsi du paysage professionnel. Il en résulte non seulement la perte d'un patrimoine important pour notre société, mais également des pertes successives de chiffres d'affaires pour des produits fabriqués meilleur marché dans d'autres pays. Dans le cadre du projet Regio-Plus Werkzeitraum, les partenaires concernés cherchent des modèles économiques alternatifs. En valorisant la pratique de métiers traditionnels, ils s'engagent ainsi au maintien de valeurs ajoutées pour les régions rurales.

De nouveaux produits

Un des points forts du projet réside dans le développement de nouveaux produits fabriqués à la main, par exemple des boîtiers d'ordinateurs: des coques «design» devraient remplacer les tours d'ordinateurs d'un gris terne. «Pour l'instant, nous travaillons

Données-clés

Durée du projet: 2006 à 2009

Coûts totaux projetés: CHF 912 000

Contact: Simon Meyer, Werkzeitraum, Centre suisse de compétence pour l'artisanat historique, 6170 Schüpfheim

T +41(0)41 485 00 44

simon.meyer@werkzeitraum.ch

www.werkzeitraum.ch



Le bois joue un rôle prépondérant dans l'artisanat traditionnel.

à la réalisation du prototype», explique Simon Meyer, le responsable du projet. D'autres produits seront mis au point au fur et à mesure de l'évolution du projet. De plus, sous la direction de spécialistes, les intéressés pourront développer leurs propres modèles.

Formation pour les métiers manuels

Un autre projet partiel de Werkzeitraum consiste à développer une nouvelle formation pour les métiers manuels. Faute de demande, l'Office fédéral pour la formation professionnelle et la technologie a enlevé de sa liste toute une série de formations traditionnelles. Un nouveau concept permettra aux acteurs du projet de maintenir les métiers menacés de disparition. «Les entreprises artisanales sont aujourd'hui considérées comme moins importantes et de ce fait moins prises au sérieux que les grands grou-

Postes de travail

Le projet Werkzeitraum ouvre aux entreprises artisanales de nouvelles perspectives pour écouler leurs produits et assure ainsi des postes de travail dans les régions rurales. Avec le lancement d'une nouvelle formation pour les métiers manuels, les différents partenaires entendent renforcer la structure de l'économie rurale.

pes», nous dit encore M. Meyer. «Pour le développement économique d'une région, elles jouent pourtant souvent un rôle primordial».

Recherche et analyse

Pour rendre accessible le savoir-faire traditionnel de l'artisanat aux futurs apprentis, les acteurs de Werkzeitraum récoltent et analysent tout le matériel historique existant sur les différentes professions concernées. En collaboration avec le Musée national et l'Institut d'archéologie de l'Université de Zurich, ainsi que d'autres partenaires de Suisse et de l'étranger, une banque de données concernant l'outillage a été constituée. La priorité est mise davantage sur l'utilité économique de ces connaissances passées que sur la préservation d'un patrimoine proprement dit. ■

Entretien du jour

Urholz

L'industrie du bois du canton d'Appenzell Rhodes Extérieures veut se repositionner sous une nouvelle marque centrale. Le regroupement des entreprises locales de toute la chaîne de production à valeur ajoutée du bois dans l'Association «Urholz» (Bois originel) devrait les renforcer à titre individuel, favoriser les synergies et soutenir le développement de nouveaux produits. Le projet de l'association «Urholz» soutenu par Regio-Plus réunit des entreprises de toute la chaîne de production du bois. Sous

le label «Urholz», l'Association ne commercialise que du matériau issu des forêts certifiées FSC*. Les acheteurs ont ainsi la garantie d'obtenir des produits issus d'une forêt donnée, le Sântis par exemple. La transformation des produits est en outre soumise à des exigences très strictes. Une commission d'assurance qualité de deux membres étudie régulièrement les offres proposées.

*La FSC (Forest Stewardship Council) est une organisation internationale d'intérêt public soutenue par toutes les grandes institutions écologiques et sociales ainsi que par l'industrie forestière et du bois.



A propos de projets courants

L'espace forêt du Gantrisch séduit

Aventure, formation, expérience dans la forêt, c'est ce que propose l'espace forêt du Gantrisch. Plus de 600 personnes se sont rendues dans la région du Gantrisch pour profiter d'offres telles que des expériences et des journées en forêt, des circuits d'observation des animaux ou un parcours d'escalade. Institutions écologiques, classes d'écoles, entreprises, familles et associations diverses figurent parmi les publics visés par cet espace forêt. L'offre a été développée par l'association de promotion de la région du Gantrisch en coopération avec diverses institutions. Elle fait partie du projet Regio Plus «Paysage forestier du Gantrisch».

www.gantrisch.ch

Calculer et acheter



6 francs...

C'est le prix de l'entrée à la «Gelbe Haus» (Maison jaune) de Flims. Ce musée et centre culturel a été primé plusieurs fois. Il présente des expositions temporelles sur des thèmes comme l'architecture, la photographie et l'artisanat et fait partie du projet Regio-Plus «Museenlandschaft Graubünden» (paysage grison des musées). En coopération avec diverses institutions touristiques, ce projet entend promouvoir une nouvelle stratégie de vente. Une première étape a été franchie l'été dernier avec l'organisation d'un tour des musées du

canton. Diverses personnalités alémaniques ont apporté leur soutien promotionnel à ce tour tels la chanteuse Dodo Hug (photo), l'écrivain Donna Leon ou le snowboarder Gian Simmen. www.museenland-gr.ch



Réussir grâce à Regio-Plus

Une première maison en miscanthus

A la fin de l'été dernier, les acteurs du projet de Bannwil (BE) ont terminé la construction de la première maison en miscanthus, un nouveau matériau de construction en roseau de Chine. Suite à ce succès, d'autres nouvelles constructions en béton à base de fibres de jonc devraient voir le jour. L'association créée à cet effet a d'ores et déjà déposé un brevet dans 35 pays.

L'instance de contrôle technique «Technische Überprüfungsverband» (TÜV) a donné la note maximale de certification pour l'isolation acoustique des parois développées dans le cadre du projet. Pour l'instant, les offres reçues de mises en œuvre concernent le miscanthus dans l'isolation acoustique.

Le projet se poursuivra au-delà du soutien financier de la Confédération. Les partenaires ont en effet mis sur pied une vaste campagne de relations publiques pour promouvoir la production et la transformation ainsi que la construction d'autres bâtiments et installations acoustiques en miscanthus. Des études sont aussi en cours visant à transformer le miscanthus en bio-éthanol. www.miscanthus.ch



Bilan intermédiaire réjouissant

La région de l'Oberland uronais espère que le projet «Fluvarium-Kompetenzzentrum-Wasser (Centre de compétence eau)» générera de nouvelles impulsions touristiques et économiques. Dans le cadre d'un paysage de haute montagne aussi sauvage que romantique, un centre de compétence permettra aux écoliers, étudiants et hôtes de passage de découvrir de manière à la fois ludique et pédagogique les diverses facettes de l'élément eau. Une salle de conférence équipée de matériel pédagogique sur le même thème est prévue pour les journées de mauvais temps de l'hiver prochain. D'autres modules d'enseignement seront également développés pour les écoliers et étudiants. L'objectif est aussi de favoriser la coopération avec les institutions scientifiques. D'autre part, des discussions préliminaires sont en cours, qui visent à proposer des offres spéciales aux touristes et les acteurs concernés utilisent aujourd'hui déjà des synergies avec d'autres projets similaires existant dans la région. Des négociations sont aussi en cours pour le logement de groupes à Göschenen. Enfin, dès le début de l'année 2007 deux minibus seront à disposition du Fluvarium.

De nombreuses institutions régionales et diverses fondations et entreprises soutiennent la construction du centre par des aides directes ou des contributions financières. «Je suis persuadé que nous pourrons inaugurer officiellement le centre dans les prochains mois» déclare son directeur Bruno Zwysig. www.wasserwelten.ch

15 francs....

C'est le prix pour un adulte participant à une excursion en groupe au parc naturel du bois de Finges. Les visiteurs ont le choix notamment entre des tours comme „le castor dans les bois de Finges“ ou „les découvertes archéologiques“. La mise en valeur touristique du parc naturel du bois de Finges a été possible notamment grâce au projet du même nom soutenu par Regio-Plus. www.pfyn-finges.ch

1000 francs...

C'est le prix d'un semestre pour les étudiants de l'université de formation à distance «Bachelor of Law», des études offertes par la Fondation pour la Formation à distance Suisse 2003 et reconnues par la Confédération. La conception de l'offre pour le domaine eLearning était soutenue par le projet Regio-Plus «brain-tec», aujourd'hui arrivé à terme. www.bachelorlaw.ch



De nouveaux produits à base de massette

Les partenaires du projet «Rohrkolben» (canne de jonc), soutenu par Regio-Plus, sont à la recherche de nouveaux débouchés leur permettant de rentabiliser la vente de produits issus de cette plante. De nouveaux postes de travail pourraient dès lors être créés dans de nombreux domaines.

Les multiples qualités de la massette ont été peu à peu reléguées dans l'oubli. Pourtant, durant des siècles, cette plante a été utilisée aux fins les plus diverses. Par exemple, pour l'isolation et le chauffage des bâtiments, voire même comme complément nutritif dans les aliments. Les initiateurs du projet Regio-Plus «massette» veulent analyser scientifiquement les propriétés de ce matériau et développer ainsi de nouveaux débouchés. En cas de succès, ces produits écologiques profiteraient à plusieurs secteurs. Les partenaires du projet visent en effet des domaines comme l'énergie et l'agriculture. D'autres niches économiques telles que les institutions sociales ou les entreprises de planification et du bâtiment pourraient également bénéficier de ces découvertes.

Données-clés

Durée du projet: 2006 à 2009
Coûts totaux projetés: CHF 480 000
Contact: Johannes Heeb, Kulturland 21 GmbH, c/o seecon GmbH, 6110 Wolhusen
T +41 (0)41 490 46 88
johannes.heeb@seecon.ch

Les produits en massette se prêtent également comme matériaux et plaques isolantes ou comme combustible.



Une chance pour l'agriculture

Dans une première phase, les travaux seront concentrés sur la culture de cette plante. En effet, dans le cadre d'une culture pilote, les acteurs du projet testent les conditions d'une culture sur plusieurs années. Lors d'une seconde étape, ils développeront des produits pilotes tels que matériaux d'insonorisation ou isolants, plaques isolantes, crépis argileux ou des bottes de massette pour le bâtiment. Enfin, la valorisation de la massette comme combustible est également à l'étude.

Un projet précurseur: l'économie des eaux pour les collectivités

Un autre projet soutenu par Regio-Plus dénommé «l'économie des eaux pour les collectivités» prouve également les nombreuses qualités de la massette. Dans le lac de Geuensee, les partenaires ont en effet tenté de cultiver la massette à la fois avec de l'eau de pluie

Postes de travail

La transformation de la massette et la coordination pour la mise en œuvre de plusieurs projets régionaux devraient engendrer, selon les partenaires, un chiffre d'affaires total d'environ 10 millions de francs. Près de 100 personnes bénéficieraient ainsi d'un nouvel emploi. Une culture élargie de la massette ouvrirait encore bien d'autres débouchés et de nouveaux secteurs d'activités pour le monde agricole.

et avec des systèmes de rétention d'eau. Ces systèmes multifonctionnels protègent en même temps contre les crues et servent de bassin de rétention. Les substances nutritives dans les eaux de surface et mixtes sont retenues grâce au potentiel autonettoyant du bassin de rétention; elles sont soit décomposées par des bactéries, soit absorbées par les plantes. ■

La Suisse centrale mise sur l'innovation

Dans le cadre de la **Nouvelle Politique Régionale**, le SECO cherche de nouvelles pistes pour la promotion de l'innovation dans les régions rurales. Notamment à travers des coopérations entre la recherche appliquée et l'économie privée.

Pour éviter l'exode de leurs populations, les régions frontalières de montagne et rurales ont besoin d'entrepreneurs faisant preuve d'audace en matière d'innovation. Cette découverte n'est pas nouvelle, mais sa mise en œuvre dans la pratique est difficile. Les projets pilotes de la Nouvelle Politique Régionale apportent un vent nouveau en la matière. C'est le cas notamment du projet «Neuland». Initié en Suisse centrale, il a pour but de faciliter la coopération entre les petites et moyennes entreprises et les hautes écoles professionnelles. Les premières expériences sont positives puisque la recherche et la pratique semblent avoir trouvé un langage commun.

Définir les attentes

Dans une première phase du projet, les enseignants de la Haute école professionnelle de Suisse centrale ont pris contact avec les PME de la région et ont rendu visite aux dirigeants des entrepri-



Des représentants de PME développent de nouveaux concepts de marketing.

ses concernées. Quelque cent rencontres ont ainsi eu lieu. Les représentants des diverses branches ont eu la possibilité d'exposer à quelles conditions ils verraient comme positive pour leur entreprise une coopération avec les hautes écoles professionnelles. Ensemble avec les chargés de cours, ils ont développé des visions de projets et diverses formes de coopération future. De leur côté, ces derniers ont eu un aperçu concret des tâches pratiques à accomplir. Il est ainsi clairement ressorti que les entreprises possédant un vaste réseau relationnel étaient plus ouvertes aux innovations que les sociétés individuelles.

Institutionnaliser la coopération

Sur une trentaine d'idées ayant connu un suivi, des projets concrets ont été mis en œuvre lors d'une seconde étape, par lesquels les différents acteurs entendent asseoir des structures durables à travers une future coopération entre les hautes écoles et les entrepreneurs. Pour soutenir ces derniers dans la recherche et la mise en œuvre d'innovations, la Haute école professionnelle de Suisse centrale proposera

une nouvelle offre: des «salles d'écho» proposent aux représentants des PME la possibilité de discuter à très court terme et de manière spontanée des innovations avec un professeur spécialisé de la haute école. Des échanges en groupe font suite aux entretiens individuels: des «journées de prise de température» offrent le cadre idéal pour des discussions thématiques entre les représentants des différents domaines et les chargés de cours.

Pour insuffler un esprit novateur positif dans la région, la Haute école professionnelle de Suisse centrale tente d'établir un contact avec des institutions ayant de bonnes relations avec les PME. Un réseau orienté vers l'économie devrait ainsi naître à moyenne échéance. Au terme du projet pilote, d'ici une année et demie, les acteurs du projet seront à même de déterminer l'impact à long terme des nouvelles offres sur les petites et moyennes entreprises engagées dans le processus.

Le projet «Neuland» fait partie du projet global «Suisse centrale novatrice» par lequel les cantons, la Confédération et l'UE soutiennent plusieurs projets ayant pour thème l'innovation. ■

Données-clés

Durée du projet: 2005 à 2007

Coûts totaux projetés: CHF 630 000

Contact: Christoph Hauser, Neuland, 6002 Lucerne

T +41(0)41 228 41 50

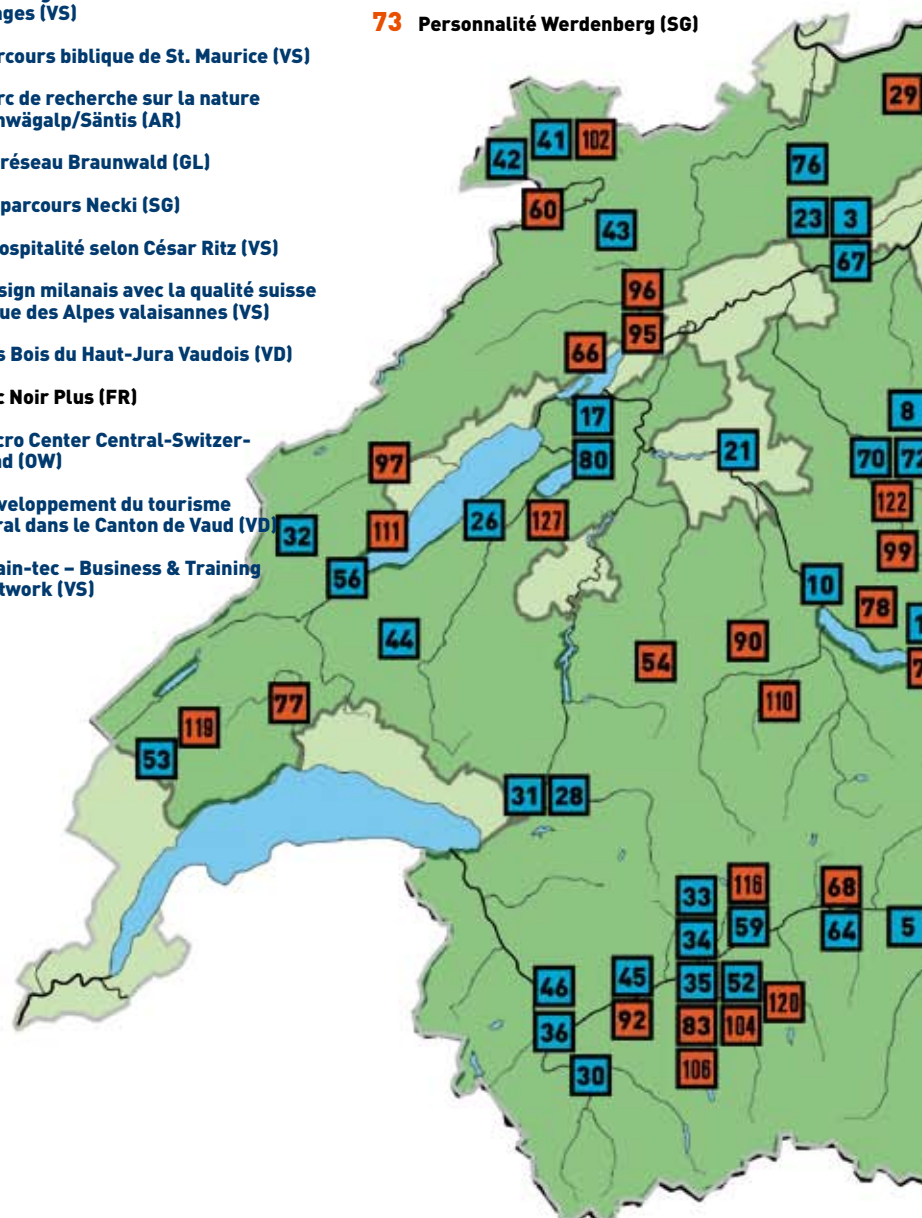
chauser@hsw.fhz.ch

- | | | |
|---|--|---|
| <p>1 Région Modèle Göschenen – Un avenir pour l'Homme et la Montagne (UR)</p> <p>2 Centre de rencontres du Hämikerberg (LU)</p> <p>3 Bourse de prestations de Thal (SO)</p> <p>4 Marketing Régional SA «Pays d'Appenzell – la santé d'abord» (AR)</p> <p>5 Le village du bouleau de Bürchen (VS)</p> <p>6 Naturellement des Grisons (GR)</p> <p>7 Thurgovie: le pays des vacances à vélo (TG)</p> <p>8 Chemin frontalier du Napfbergland (BE)</p> <p>9 Projet écologique du Nordbünden (GR)</p> <p>10 SimmeSaaneSee – Bike & Fun dans l'Oberland bernois (BE)</p> <p>11 Promotion des spécialités laitières et fromagères des régions de montagne du canton de Zurich (ZH)</p> <p>12 Marketing régional du Fricktal (AG)</p> <p>13 Serre tropicale de Ruswil (LU)</p> <p>14 Réserve de biosphère d'Entlebuch (LU)</p> <p>15 Promotion d'intégration de la médecine traditionnelle à la médecine naturelle (AR)</p> <p>16 Organisation de promotion Vivonda Surselva (GR)</p> <p>17 Tourisme rural dans la région du Seeland (TouLaRe) (BE)</p> <p>18 Chemin de Saint-Jacques (LU)</p> <p>19 En route sur les chemins des pèlerins (BE)</p> <p>20 Via Spluga – Chemin culturel et pédestre Thusis-Col du Splügen-Chiavenna (GR)</p> <p>21 Promotion de produits alimentaires régionaux, Berne (BE)</p> <p>22 Marketing régional pour le canton d'Obwald (OW)</p> <p>23 Promotion régionale de Thal (SO)</p> <p>24 Centre de prestations de Brigue-Glis (VS)</p> <p>25 Géoparc au pays de Sargans-Walensee-Glaris (SG/GL)</p> <p>26 Trekkingland Suisse (JU)</p> <p>27 Centre artisanal Schenkenbergertal (AG)</p> <p>28 Pays d'Enhaut: produits authentiques (VD)</p> <p>29 Jura 2010 (BL)</p> <p>30 La Corbeille d'Entremont (VS)</p> <p>31 Espace Ballon (VD)</p> <p>32 Pour une action concertée de promotion des produits agricoles du Jura vaudois (VD)</p> | <p>33 InfoWallis (VS)</p> <p>34 Nature – Agriculture – Tourisme NAT (VS)</p> <p>35 Promotion du métier et des services d'accompagnateur en montagne (VS)</p> <p>36 ACE-HYDRO Martigny (VS)</p> <p>37 Accroissement de la plus value de la châtaigne tessinoise (TI)</p> <p>38 Agrotourisme (TI)</p> <p>39 Culture de plantes médicinales et d'épices / Centre de soins par les plantes et de séminaire d'Olivone (TI)</p> <p>40 Promotion touristique par une meilleure utilisation des appartements de vacances et des structures locales dans la vallée de Blenio (TI)</p> <p>41 ADEP – Association de développement économique du district de Porrentruy – Image du Pays de Porrentruy (JU)</p> <p>42 Ajoie – Escapade (JU)</p> <p>43 Développement du site de Bellelay – Mise en exploitation d'un centre pluridisciplinaire (BE)</p> <p>44 Le Chemin des Blés (VD)</p> <p>45 Le village du livre de St-Pierre-de-Clages (VS)</p> <p>46 Parcours biblique de St. Maurice (VS)</p> <p>47 Parc de recherche sur la nature Schwägalp/Säntis (AR)</p> <p>48 Le réseau Braunwald (GL)</p> <p>50 Le parcours Necki (SG)</p> <p>51 L'hospitalité selon César Ritz (VS)</p> <p>52 Design milanais avec la qualité suisse issue des Alpes valaisannes (VS)</p> <p>53 Les Bois du Haut-Jura Vaudois (VD)</p> <p>54 Lac Noir Plus (FR)</p> <p>55 Micro Center Central-Switzerland (OW)</p> <p>56 Développement du tourisme rural dans le Canton de Vaud (VD)</p> <p>57 Brain-tec – Business & Training Network (VS)</p> | <p>58 Centre artisanal et de prestations Goms (VS)</p> <p>59 VALVISION – Vitrine du Valais (VS)</p> <p>60 Parc naturel régional dans la vallée du Doubs (JU)</p> <p>61 Centre de services et d'informations aux hôtes du Haut-Valais (VS)</p> <p>62 Service d'exploitation commune et à long terme des eaux à Geuensee (LU)</p> <p>63 Loisirs et détente au Zurzibiet (AG)</p> <p>64 Espace de vie et de découverte Plyn-Finges (VS)</p> <p>65 Freiamt à la carte (AG)</p> <p>66 Parc régional Chasseral (BE)</p> <p>67 Ville virtuelle Thal-Gäu-Oberaargau (SO)</p> <p>68 Château de Loèche (VS)</p> <p>69 Tourisme, agriculture et culture au Schamserberg (GR)</p> <p>70 Formation pour les prestations d'aide dans l'espace rural (BE)</p> <p>71 Vallemaggia: pierre après pierre (TI)</p> <p>72 Hôtes des 50 ans et plus dans l'Emmental (BE)</p> <p>73 Personnalité Werdenberg (SG)</p> |
|---|--|---|

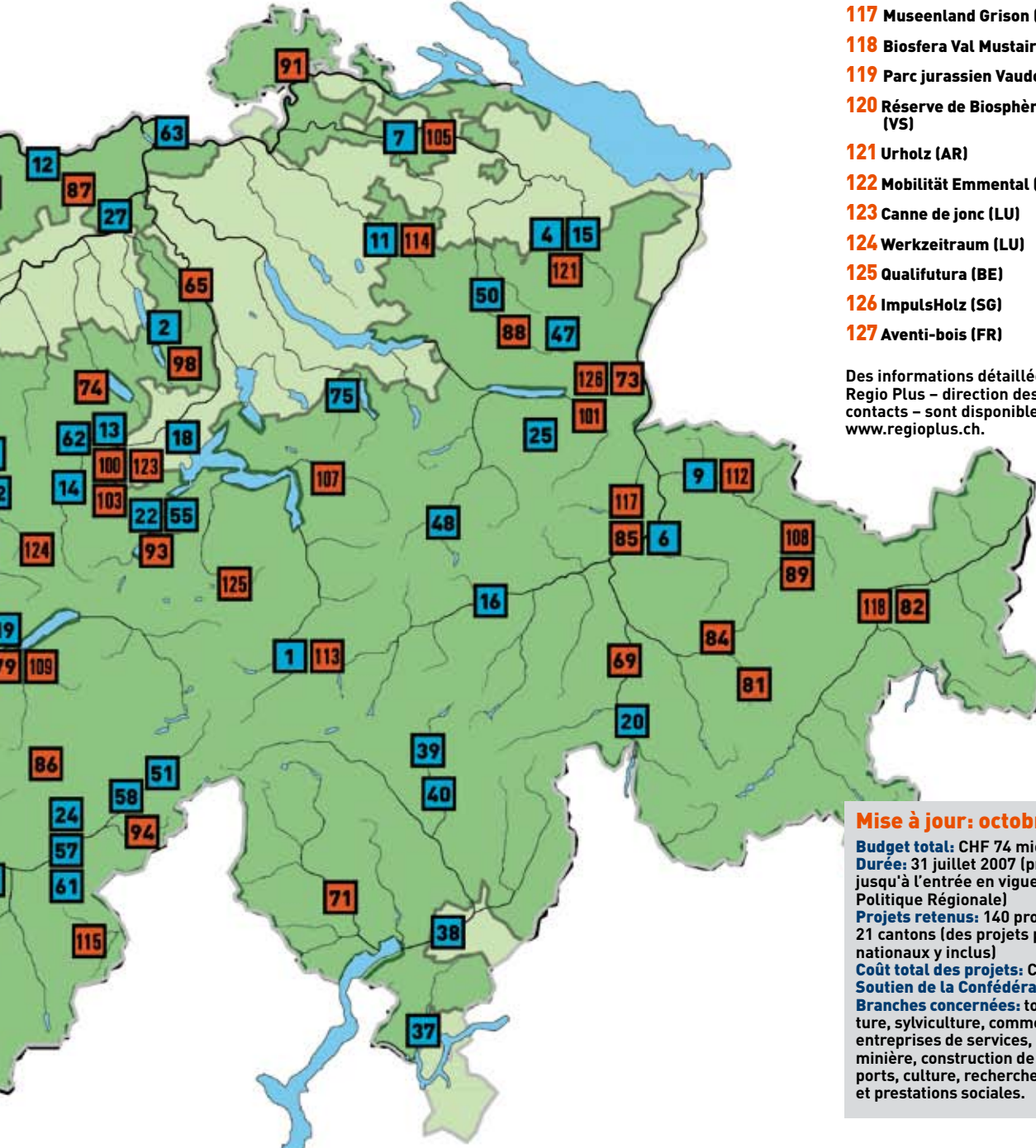
Le domaine englobant Regio Plus comprend toutes les régions de montagne concernées par la loi sur les investissements (LIM) ainsi que d'autres régions rurales. Les villes et autres agglomérations en sont exclues. Regio Plus recouvre plus de huitante pour cent du territoire suisse et englobe quarante pour cent de la population de notre pays.

Projets marqués en bleu: soutien financier de Regio Plus arrivé à terme

© 2004 swisstopo



- 74 Agrovision Burgrain (LU)
- 75 Plate-forme Internet région d'Einsiedeln (SZ)
- 76 Marketing régional pour le Schwarzbubenland (SO)
- 77 Centre de compétences romand du tourisme rural (VD)
- 78 Haute route du lac de Thoun (BE)
- 79 SpediBe0 - Projets de logistique dans l'Oberland bernois (BE)
- 80 Miscanthus: Matériau biodégradable (BE)
- 81 Aventure Albula: le chemin aquatique d'ansaina (GR)
- 82 Parc national dans l'Engadine et la vallée de Munster (GR)
- 83 Phytoark (VS)
- 84 Parc Ela (Parc régional du centre des Grisons/Mittelbünden) (GR)
- 85 Label Grisons (GR)
- 86 Patrimoine mondial de l'UNESCO: La région Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn (VS)
- 87 dreiklang.ch Aar - Jura - Rhin (AG)
- 88 Le Toggenburg en mouvement (SG)
- 89 ViaValtellina (GR)
- 90 Paysage et forêt de Gantrisch (BE)
- 91 Schaffhouse total (SH)
- 92 Pro Aserablos (VS)
- 93 Sportvalley Obwald (OW)
- 94 Pur vallée de Binn (VS)
- 95 Grockland (BE)
- 96 Technopôle virtuel interjurassien (BE)
- 97 Vallée sonore (NE)
- 98 Idée Seetal (LU)
- 99 Intégration (BE)
- 100 Maison des expériences tropicales Wolhusen (LU)
- 101 Heidiland Turbo (SG)
- 102 Sauvegarde du patrimoine horloger jurassien (JU)
- 103 mehrwertHOLZ (LU)
- 104 Mise en réseau et création d'une structure cantonale de promotion des métiers d'art en Valais (VS)
- 105 Marketing régional coopératif pour la Regio Frauenfeld (TG)
- 106 Marque Valais (VS)
- 107 Notre Muotatal (SZ)
- 108 Davos, ville du savoir (GR)
- 109 Chance Be0 2005 (BE)
- 110 Parc naturel régional du Diemtigtal (BE)
- 111 La Maison des Coteaux de Bonvillars (VD)
- 112 Prättigau Plus (GR)
- 113 Fluvarium - Centre de compétence de l'eau (UR)
- 114 La région des Préalpes zurichoises (ZH)
- 115 Ecomuseum Simplon (VS)
- 116 Le Centre de compétence haut-valaisan pour les enfants (VS)
- 117 Museerland Grison (GR)
- 118 Biosfera Val Mustair - Parc Naziunal (GR)
- 119 Parc jurassien Vaudois (VD)
- 120 Réserve de Biosphère Maya Mont Noble (VS)
- 121 Urholz (AR)
- 122 Mobilität Emmental (BE)
- 123 Canne de jonc (LU)
- 124 Werkzeugeraum (LU)
- 125 Qualifutura (BE)
- 126 ImpulsHolz (SG)
- 127 Aventi-bois (FR)



Des informations détaillées sur ces projets Regio Plus - direction des projets et adresses contacts - sont disponibles sur le site Internet: www.regioplus.ch.

Mise à jour: octobre 2006

Budget total: CHF 74 mio.
Durée: 31 juillet 2007 (prolongation jusqu'à l'entrée en vigueur de la Nouvelle Politique Régionale)
Projets retenus: 140 projets repartis sur 21 cantons (des projets pilotes et transnationaux y inclus)
Coût total des projets: CHF 183,5 mio.
Soutien de la Confédération: CHF 61 mio.
Branches concernées: tourisme, agriculture, sylviculture, commerce de détail, entreprises de services, artisanat, industrie minière, construction de machines, transports, culture, recherche, formation, santé et prestations sociales.

Innovations issues d'initiatives propres

Début octobre, l'Assemblée fédérale a largement approuvé la **Nouvelle Politique Régionale (NRP)**. L'objectif de cette nouvelle orientation est de stimuler une mutation structurelle efficace pour l'économie future des régions rurales. Les régions doivent développer leurs propres initiatives et adapter de manière ciblée leurs structures actuelles.

L'objectif de la Nouvelle Politique Régionale est un renforcement conséquent de l'économie rurale. Des systèmes de valeur ajoutée à large échelle, un esprit d'entreprise innovateur et des possibilités de formation doivent stimuler les mutations structurelles et ouvrir de nouvelles perspectives à l'économie rurale. Avec la coopération entre les systèmes de formation et l'économie régionale, les initiatives transfrontalières ainsi que les partenariats entre les institutions publiques et privées, la Confédération entend flexibiliser des structures trop figées. Selon le principe du «bottom-up» (du bas vers le haut), les cantons jouent un rôle central dans la conception, le financement et la mise en œuvre de ce processus. Plusieurs offices fédéraux traitant aussi de tâches liées au développement rural sont également partenaires du SECO. La Confédération investira annuellement 70 millions de francs dans ce programme NRP. L'an prochain, le Conseil fédéral déposera un message pour un programme de politique régionale s'étendant sur plusieurs années ainsi qu'un projet de résolution pour alimenter ce fonds de développement régional.

Processus organisationnel de la Nouvelle Politique Régionale

1ère étape: les cantons développent une stratégie

La Confédération distribue les fonds aux cantons non pas selon le principe de l'arrosoir, mais sur la base d'une requête de ces derniers proposant une

stratégie de développement à la Confédération. Celle-ci présente les points forts de la future politique économique et inclut des projets concrets de mise en œuvre, pouvant par exemple être développés en coopération avec des associations régionales.

2ème étape: la Confédération conclut des accords de coopération

La Confédération évalue la qualité des stratégies proposées par les cantons et décide de la hauteur des crédits globaux alloués. Elle fixe ensuite individuellement avec chaque canton cette coopération de manière contractuelle. De leur côté, les cantons devront investir une somme égale à celle perçue.

Les crédits globaux comprennent aussi les fonds de participation de l'UE pour son programme «Objectif 3» qui prend le relais d'Interreg. Pour cette participation à «Objectif 3», la Confédération négocie à chaque fois avec des interfaces des régions de programmes concernées.

3ème étape: la Confédération contrôle les accords et en cas de besoin adapte les contrats

Lors de la conclusion des accords, la Confédération veille avec les cantons à une stricte observance des objectifs fixés. Les étapes arrêtées contractuellement, les rapports ponctuels sur les projets et les discussions régulières font partie des impératifs de cette coopération. Les cantons qui ne respecteraient pas ces différentes étapes pourraient voir leur contrat remis en cause. ■

Projet pilote dans le canton de Glaris

Pour se faire une opinion pratique sur les futures mesures de soutien à mettre en œuvre, la Confédération a lancé une série de projets pilotes avant que ne tombe la décision politique finale sur la NRP. Ainsi, le canton de Glaris, par exemple, entend se développer à partir de quelques points forts: Glaris nord se positionne activement comme espace économique aussi bien sur le plan national qu'international. Glaris centre met l'accent sur la préservation de son savoir-faire existant et le maintien de son offre actuelle en matière industrielle et de prestations de services. Glaris sud se concentre sur le tourisme et ses propres points forts comme lieu de résidence. Ces activités de base incluent des baisses fiscales et l'acquisition de nouveaux contribuables. A quoi il faut ajouter une réforme structurelle avec la réduction du nombre des communes qui passe de 25 à trois. La coordination centrale de la commercialisation des logements constitue un exemple concret de mise en œuvre d'un projet.

Contact: Secrétariat de l'économie du canton de Glaris, Tél. +41(0)55 646 68 69

L'impression sur soie jouera également un rôle à l'avenir dans le canton de Glaris.



Nouvelle Politique Régionale: ce qui change avec la nouvelle législation

Quels sont les changements concrets engendrés par la Nouvelle Politique Régionale?

La nouvelle législation remplace le programme d'aide à l'investissement en faveur des régions de montagne, connu sous le nom d'arrêté Bonny ainsi que les programmes Regio-Plus et Interreg. La Nouvelle Politique Régionale met l'accent exclusivement sur le renforcement de la plus-value régionale. Les cantons prennent la responsabilité de la conception, de la mise en œuvre et du financement de la politique régionale. La Confédération évalue uniquement l'orientation stratégique de base envisagée par les cantons.

Y aura-t-il encore des programmes comparables à Regio-Plus?

Le programme Regio-Plus actuel est prolongé jusqu'au lancement de la Nouvelle Politique Régionale. Mais des projets innovateurs pourront toujours être mis en œuvre dans le futur. Il appartiendra toutefois non plus à la Confédération mais aux cantons de décider sur le nombre de projets et la hauteur des crédits alloués. Ne seront pris en compte que les projets qui s'intégreront dans la stratégie globale des cantons concernés.

Quelles sont les modifications prévues pour la coopération transfrontalière (Interreg IIIA)?

Pour remplacer Interreg III, l'UE lancera début 2007 le nouvel «Objectif 3: coopération territoriale en Europe». La Confédération soutiendra la participation de la Suisse à l'«Objectif 3» dès 2008 à travers son programme «Nouvelle Politique Régionale». Grâce à ce dernier, les cantons disposent de crédits globaux dans lesquels sont inclus des moyens pour participer aux projets transfrontaliers de l'UE. Les cantons verseront toutefois les fonds destinés à leur participation à l'«Objectif 3» dans un pot commun correspondant à leur région de programme. Comme pour Interreg III, quatre programmes transfrontaliers sont en cours de préparation: Rhin supérieur Centre-sud, Alpes rhénanes-Lac de Constance-Haut-Rhin, Italie-Suisse et France-Suisse. L'organisation de ces régions de programme est presque identique à celle d'Interreg III.

Quels sont les changements pour la coopération interrégionale (Interreg IIIC)?

La coopération interrégionale est intégrée au budget de la NPR. Les projets ne sont plus décidés par la Confédération mais par les cantons.

Qu'en est-il de la coopération transnationale (Interreg IIIB)?

Le volet transnational «Objectif 3» est pris en charge comme à ce jour par l'Office fédéral de l'organisation du territoire.

Et Innotour?

Innotour est un outil de politique touristique qui concerne l'ensemble du territoire helvétique. Les différents projets doivent correspondre à la stratégie globale des cantons. De manière générale toutefois, ce programme se poursuit indépendamment de la Nouvelle Politique Régionale.

Les villes obtiennent-elles des soutiens financiers dans le cadre de la NRP?

En principe, des centres urbains comme Zurich, Bâle, Berne, Genève et Lausanne ne seront pas soutenus. D'autres centres plus régionaux peuvent toutefois être intégrés dans un projet, à l'exception d'investissements dans les infrastructures telles que les routes ou l'épuration des eaux. Les entreprises privées n'obtiendront pas non plus de soutien.

Interreg IIIB**La communauté «Espace alpin» a tiré un bilan intermédiaire**

Près de 380 acteurs Interreg de toute l'Europe se sont retrouvés les 19 et 20 juin 2006 à Stresa (Italie) pour un échange d'expériences. Dénommée «Alpine Space Summit», cette rencontre a permis de transmettre et d'évaluer les expériences acquises dans le cadre du programme Interreg IIIB. Dans le cadre de l'exposition des projets en parallèle de la manifestation, les participants ont eu la possibilité de découvrir de nombreuses installations et présentations partiellement en couleurs et pleines d'imagination. Les organisateurs s'apprêtent d'ailleurs à publier les résultats de la manifestation. Une brochure paraîtra prochainement sur le sujet. Pour d'autres informations sur «Alpine Space Summit», consulter le site Internet www.alpinespace.org/172.html.



La communauté Interreg s'est retrouvée à Stresa.

Interreg III devient «Objectif 3»

L'initiative communautaire Interreg III se terminera à fin 2006, mais la coopération territoriale européenne se poursuit. Pour la période allant de 2007 à 2013, l'UE a décidé d'ériger en programme principal de sa politique régionale cette forme de coopération, sous le titre: «Objectif 3: coopération territoriale en Europe». Durant cette période, l'UE investira 7,5 milliards d'euros pour promouvoir des projets transfrontaliers, transnationaux et interrégionaux (Interreg III: 4,875 milliards d'euros). Ce programme principal «Objectif 3» a pu être mis en œuvre grâce aux retombées bénéfiques d'Interreg au cours de ces sept dernières années. L'initiative communautaire a permis la création d'un vaste tissu de nouveaux réseaux. En de nombreux endroits, un travail de fond susceptible de porter des fruits dans le cadre de la nouvelle initiative «Objectif 3» a été réalisé. Pour la nouvelle période, la Commission de l'UE entend concentrer ses efforts sur des projets stratégiques proposant des mesures concrètes. Avec des projets plus visibles et plus tangibles, elle souhaite offrir à l'ensemble de l'Europe une image plus claire de son action et être plus proche des citoyens et des citoyens.

**Un bilan impressionnant**

L'initiative communautaire Interreg III de l'Union européenne arrivera à échéance fin décembre 2006. Avec cet instrument de soutien à la promotion de la politique régionale, la Commission de l'UE a pu favoriser la mise en œuvre, à travers toute l'Europe, de projets transfrontaliers, trans-

nationaux ou interrégionaux. La Suisse a participé à cette initiative en coopération avec d'autres pays non membres de l'UE. Tant pour l'UE que pour la Confédération, cette initiative Interreg III a produit des effets positifs. Vu sous l'angle strictement statistique, la situation se présente comme suit:



Programme	Nombre de projets avec participation suisse	Coûts totaux des projets en mios CHF	Contributions Interreg de la Confédération en mios CHF	Contributions des partenaires de projets (cantons, prestations propres, tiers) en mios CHF
Coopération transfrontalière				
Rhin supérieur Centre-Sud	37 (2)	62,1	5,6	9,4
Alpes rhénanes – Lac de Constance – Haut-Rhin	75 (3)	44,8	5,3	10,9
Italie-Suisse	202 (12)	139,8	6,5	21,1
Bassin lémanique	62 (9)	39,5	4,2	10,3
Arc jurassien	63 (1)	40,9	4,4	9,8
Coopération transnationale	42	200,8	5,5	8,7
Coopération interrégionale	11	33,3	1	1,2

() sans participation Interreg de la Confédération, état: juin 2006

La gestion du savoir-faire pour les PME

De nombreuses petites et moyennes entreprises pourraient utiliser leur capital humain de façon plus profitable si elles connaissaient mieux les qualifications de leurs collaborateurs. Une solution à ce problème a été amorcée dans le bassin lémanique avec le projet transfrontalier «GICOM». Les partenaires du projet développent ensemble un système pour la gestion du savoir-faire et des compétences du management dans les PME.

Les experts en sont convaincus: les processus innovateurs, les mutations technologiques et humaines pourraient se dérouler de manière beaucoup plus harmonieuse et plus efficace dans les entreprises si leurs dirigeants connaissaient mieux les capacités réelles de leurs employés et utilisaient de manière plus ciblée leurs compétences. Des grands groupes comme IBM se sont rendus compte voilà des années de ce phénomène et ont introduit un système appelé «Skills-Management». Les connaissances professionnelles et spécialisées des collaborateurs sont saisies de manière systématique par ordinateur et constituent ainsi une banque de données qui peut être consultée lors de la mise sur pied d'équipes de projet ou pour pourvoir des postes vacants.

Manque de solutions standard

L'idée est certainement pertinente, mais les PME cherchent en vain pour l'instant des solutions similaires. Le développement et l'exploitation d'une ban-



Les données sur le savoir-faire facilitent aux dirigeants d'entreprises la mise sur pied d'équipes de projets efficaces.

que de données décrivant et indexant le savoir-faire des collaborateurs seraient trop onéreux pour une seule PME. De plus, les solutions standards, comme c'est le cas pour les domaines financier ou comptable et qui ont fait leurs preuves, n'existent pas dans le domaine du «Skills-Management». Des partenaires issus de France et de Suisse ont décidé de combler cette lacune dans le bassin lémanique. «Notre objectif est de développer un instrument pour les entreprises et les organisations de notre région qui leur permette de maîtriser efficacement leurs compétences et leur savoir-faire», explique M. Jean-Marie Fürbringer, responsable du projet pour la Suisse. «De plus, ce système les aidera à identifier leurs points faibles et de prendre les mesures nécessaires, par exemple dans le domaine de la formation de base et continue de leur personnel».

Science et économie oeuvrent de concert

Le contenu du nouvel instrument est élaboré conjointement par les collaborateurs de l'Université de Haute-

Savoie et de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne qui travaillent depuis plusieurs années déjà sur un ensemble structuré de concepts – appelés ontologies – pour la gestion de leur savoir et peuvent ainsi apporter leur expérience pratique au projet. La démarche consiste à établir un modèle conceptuel générique de l'entreprise vue sous l'angle des compétences. Ce modèle pourra ensuite être adapté pour chaque entreprise afin d'établir une ontologie spécifique à son activité. Aux côtés des sociétés Bombardier et Corporate Consulting & Technology l'association de PME-CE est engagée dans ce projet.

Résultats largement accessibles

Un portail Internet permettra de rendre accessible au grand public le savoir-faire accumulé et les résultats acquis par les partenaires du projet qui prévoient également la publication d'ouvrages sur le sujet et la tenue d'un colloque franco-suisse sur l'utilisation du système dans la pratique. ■

Données-clés

Programme: bassin lémanique

Durée du projet: 11/2005 à 05/2008

Coûts totaux: € 320 220

Participation de la Suisse: € 112 220

Régions concernées: Département de Haute-Savoie, villes d'Annecy et Cran Gevrier, cantons de Vaud et de Genève

Contact: Dr. Jean-Marie Fürbringer, Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne, 1015 Lausanne
Tél. +41 (0)21 693 11 11
jean-marie.furbringer@epfl.ch

Réseau pour la recherche sur la lumière

La photonique s'occupe des technologies optiques et est considérée comme une technologie clé pour le futur. L'exploration de la lumière devrait avoir un rôle toujours plus important dans la région transfrontalière du Rhin supérieur et procurer à l'économie de nouvelles impulsions. Les acteurs du projet Interreg IIIA «Rhena Photonics» travaillent à la création d'un vaste réseau de photonique ancré dans l'économie régionale.

De nombreuses institutions et organisations actives dans la recherche traitant de la lumière existent d'ores et déjà dans la région du Rhin supérieur. Les initiateurs du projet Interreg «Rhena Photonics» se sont fixés pour objectif de rassembler en un solide réseau des acteurs issus d'Allemagne, de France et de Suisse et de faire de la région du Rhin supérieur un centre de compétence durable en matière de photonique.

Nouvelle offre de formation

Le point fort du projet réside dans le développement de la recherche et de la promotion d'options de formation très pointues dans le secteur de la photonique. Parmi les travaux réalisés à ce jour, on trouve par exemple des publications scientifiques comme l'ouvrage d'introduction publié récemment sur le thème «Biophotonics for Life Sciences and Medicine». Mais cette coopération transfrontalière se veut beaucoup plus

large: les futurs étudiants sont de plus en plus rendus attentifs aux possibilités de formation et de nouvelles offres de formation continue sont proposées aux praticiens expérimentés. Dans le cadre du réseau, les enseignants et professeurs de diverses institutions peuvent également prendre part à des programmes d'échanges. Enfin, les différents partenaires explorent les chances de succès d'un nouveau cours bi- ou trinational.

Des partenaires issus de l'économie

Malgré les efforts consentis pour le domaine scientifique, le projet «Rhena Photonics» ne se résume pas à un projet de recherche. L'objectif est une coopération directe avec des représentants de l'économie locale et un accroissement de la valeur ajoutée régionale. Les efforts déployés pour recruter des entreprises ayant un rapport direct ou indirect avec la photonique devraient accélérer le développement d'un agglomérat de compétences. Des forums d'échanges, des foires et des études de marché font également partie du concept de projet.

Un regard vers l'Europe

Un autre point fort du projet réside dans le travail de communication par lequel la région du Rhin supérieur entend se profiler davantage comme un centre scientifique auprès de l'opinion publique. Et les efforts déployés dans ce contexte ne se résument pas à la région: les acteurs du projet cherchent en effet activement des coopérations avec d'autres réseaux photoniques en Europe. ■

La photonique ou le secret de la lumière

Les premiers succès de la recherche dans le domaine de la lumière nous ont été procurés par les lunettes optiques, le microscope et les jumelles. Mais la lumière offre un potentiel beaucoup plus vaste: la technologie de la communication, la nanotechnologie et la biotechnologie laissent entrevoir de nouvelles découvertes grâce à la maîtrise de la science découlant de la lumière. La photonique touche aux lois scientifiques physique, chimique et biologique de la lumière et leur relation avec l'électronique et diverses autres technologies. L'objectif est leur renforcement, leur transmission, leur mesure et leur mise en valeur.

Données-clés

Programme: Rhin supérieur
Centre-Sud

Durée du projet: 03/2002 à 06/2006

Coûts totaux: € 2 428 560

Participation de la Suisse: € 80 000

Régions partenaires: Bavière du Sud, Alsace, cantons de Bâle-Ville et Bâle-Campagne

Contact: Michel Faupel, Formatiss,
4123 Allschwil
T +41 (0)61 324 36 61
mfaupel1@hotmail.com
www.rhenaphotonics.com



La photonique est la science de la lumière.

En savoir plus grâce à un clic de souris

Depuis que les études à distance ne se résument plus à des corrections de travaux sur papier envoyés et renvoyés par courrier postal, le marché en la matière a explosé: plus de trois millions d'Européens poursuivent aujourd'hui leur formation à distance. C'est une telle formation continue, basée sur une offre attractive par Internet qu'ont mis au point les partenaires du projet Interreg «Etudier et travailler» dans le Haut-Valais et la vallée italienne d'Ossola. Plusieurs postes de travail qualifiés ont ainsi pu être créés.

Les études dans les universités et autres hautes écoles peuvent aujourd'hui être suivies à distance dans différents domaines spécialisés. La Fondation pour la Formation à distance Suisse et la Fernfachhochschule Brigue sont les pionniers en la matière. Dans le cadre du projet transfrontalier «Etudier et travailler», leurs responsables ont ouvert un Centre de formation à distance en coopération avec et dans les locaux mêmes du Collegio Rosmini à Domodossola. Le projet est soutenu par la région Brigue-Aletsch, la Fondation pour la Formation à distance Suisse 2003 et par les cinq communes de la vallée italienne d'Ossola (Comunità Montana Valle Ossola). L'objectif des partenaires est de renforcer l'offre en matière de formation à distance dans la région et de la développer de manière coordonnée. Ils souhaitent également encourager la population indigène à profiter davantage de cette offre.



Toujours plus de gens se forment à domicile

Données-clés

Programme: Italie-Suisse

Durée du projet: 09/2002 à 12/2005

Coûts totaux du projet: € 619 000

Participation de la Suisse: € 194 000

Régions partenaires: Brigue-Aletsch,

Comunità Montana Valle Ossola

Contact: Dr. Kurt Grünwald,

Universitäre Fernstudien Schweiz,

FS-CH, Brigue

T +41(0)27 922 31 80

admin@fernuni.ch

www.fernuni.ch

Processus technique et contenu

Le projet est divisé en trois parties. Son pôle central se situe dans le nouveau Centre de formation technique qui est aménagé au sein même du Collegio Rosmini. C'est lui qui s'occupe des étudiants côté italien. Les partenaires ont aussi développé des cours à distance pour l'italien et l'allemand, pour lesquels ils utilisent le support de la vidéo-conférence comme technologie la plus avant-gardiste en matière de télécommunication. Enfin, le matériel de formation existant de l'université milanaise de Bicocca sera adapté aux cours didactiques à distance.

Créer des postes de travail et des perspectives formation

Le projet permettra non seulement de créer de nouveaux postes de travail hautement qualifiés, mais il offrira également à des jeunes gens et des professionnels déjà actifs des perspectives de développement, contrecarrant ainsi la fuite des cerveaux. Dans de nombreuses régions excentrées des pôles urbains existe un capital humain en friche. En effet, de nombreuses personnes ne peuvent, par manque d'opportunité, suivre une formation continue en parallèle de leur activité professionnelle. ■

Des marchés en har



Le projet Interreg IIIB NENA rassemble en réseau des PME orientées vers les marchés de produits durables. La coopération transnationale doit promouvoir les innovations et l'échange des connaissances.

Pionnière des énergies renouvelables voilà une quinzaine d'années, la Suisse a entretemps été largement dépassée par l'étranger. Grâce à une intense politique promotionnelle, nos voisins ont pris une avance de savoir-faire dont les entreprises helvétiques peuvent tirer profit. Par exemple dans le cadre du projet Interreg-IIIB NENA (Network Enterprise Alps). L'objectif des initiateurs du projet est la constitution d'un réseau transnational pour petites et moyennes entreprises orientant leurs efforts vers les marchés favorisant la durabilité. Grâce à leur mise en réseau, les partenaires de dix pays alpins espèrent ainsi des innovations à l'avenir prometteur et de nouveaux débouchés. NENA doit promouvoir des branches économiques favorables à l'environnement et protéger les ressources naturelles.

Des alternatives à l'énergie classique

Les piliers du projet sont ancrés dans les coopérations de la chaîne de plus-value du bois et dans le secteur de la maison passive. A quoi s'ajoutent la projection

et la mise en œuvre de nouvelles offres en matière de formation continue et de certifications. De nouveaux réseaux devraient ainsi naître aussi bien à l'intérieur des différentes branches économiques qu'à l'extérieur. Les acteurs du projet concentrent leurs efforts sur les petites et moyennes entreprises. Celles-ci jouent un rôle déterminant dans le développement économique de l'espace alpin et constituent la base d'un marché du travail en bonne santé. Mais c'est précisément dans les PME que font défaut le temps et les ressources nécessaires à l'innovation en dehors des affaires courantes. Le projet NENA ouvre à ces partenaires de nombreuses possibilités de développement et leur facilite l'accès aux nouveaux marchés. Parmi les objectifs du projet, on trouve la mise en œuvre de formations telles qu'un master dans le secteur de la construction en bois ainsi que le développement d'un label d'origine et des programmes de marketing. Les travaux toucheront aussi bien les aspects économiques, écologiques que sociaux. De plus, en intégrant des entreprises issues à la fois des régions urbaines et rurales, les participants entendent réduire l'écart existant entre les

grandes agglomérations et les régions défavorisées.

Une chance pour la Suisse centrale

Dix partenaires de tous les pays alpins sont associés à ce projet. Côté helvétique, c'est la Suisse centrale qui s'engage à former un réseau. Pour cette région intérieure, la coopération transfrontalière est particulièrement importante, les entreprises locales n'ayant que peu de relations d'affaires avec l'étranger. Le projet a démarré au début de cette année avec plusieurs ateliers de travail. Au cours d'une première session de travail, les partenaires se sont entendus sur des conditions cadres et des mécanismes de contrôle correspondant à leurs besoins.

L'avenir dans les alpes

L'idée de mettre en réseau des entreprises orientées vers le long terme est née dans le cadre du projet «Avenir dans les alpes» initié par la Commission internationale de la protection des alpes CIPRA. Le principal partenaire en est l'Association de développement du patrimoine naturel et culturel du Vorarlberg en Autriche. Parmi les autres partenaires, on trouve des organisations faïtières, des instituts de recherche ainsi que des organisations gouvernementales et non gouvernementales de différents secteurs issus de tous les pays alpins. ■

monie avec la nature

Données-clés

Programme: Espace alpin

Durée du projet: 2006 à 2008

Coûts totaux projetés:

€ 2,38 millions

Participation de la Suisse: € 100 000

Pays partenaires: Italie, France, Allemagne, Slovaquie, Autriche, Liechtenstein et Suisse

Contact: Willy Kuchler, Innovations Transfer Zentralschweiz, 6048 Horw
T +41 (0)41 349 50 62
wk@itz.ch



Une maison Minergie-P à Buttisholz.

Point central du projet «Chaîne de plus-value du bois»

La branche suisse du bois a développé l'un des secteurs les plus innovateurs de ces dernières années. De nouveaux produits, normes et concepts de construction contribuent à rendre le bois de plus en plus attractif et de plus en plus demandé. Ainsi, par exemple, les dernières règles de protection anti-feu en vigueur depuis début 2005 offrent des perspectives encourageantes aux constructions en bois sur plusieurs étages. Dans le cadre du projet ENA, les partenaires cherchent de nouvelles formes de coopérations dans cette chaîne de plus-value du bois. De nouvelles possibilités de certifications, de cours ainsi qu'un marketing transnational plus pointu peuvent favoriser la vente du bois comme matériau de construction ou comme combustible. Les PME actives dans la branche du bois contribuent également de manière significative à la stabilité du marché de l'emploi.



Copeaux de bois

Point central du projet «Maison passive»

La maison passive européenne standard correspond au label suisse Minergie-P qui complète le label Minergie standard. Ces maisons très efficaces en matière énergétique sont construites de façon à n'utiliser qu'un cinquième du combustible d'une maison conventionnelle. Une épaisse isolation et un vitrage spécial protègent de la perte de chaleur. L'utilisation d'énergies renouvelables est impérative. De même, le système de ventilation de l'immeuble comme les appareils ménagers sont équipés du label «haute qualité». Lorsque tous ces éléments sont judicieusement combinés, il est possible qu'une maison construite de la sorte pro-

duise davantage d'énergie que ses habitants n'en consomment. De plus en plus de centrales électriques sont prêtes à rembourser l'abonné pour son énergie solaire réalimentée. A long terme, l'argent investi par un propriétaire pour l'assainissement devient rentable tant sur le plan écologique que financier.

La maison passive est une composante importante du projet NENA. En effet, sa planification et sa mise en œuvre exigent de nombreux spécialistes hautement qualifiés. Cette maison du futur offre dès lors de nombreuses possibilités de coopérations entre les différents partenaires engagés.



Des ressources renouvelables

Les énergies alternatives ouvrent aux PME de nouveaux débouchés. Mais elles impliquent une importante spécialisation. Les échanges mutuels et la formation continue constituent des facteurs importants pour maintenir cette progression.

Centrale éolienne en Scandinavie

Nouvelles niches dans le marché du tourisme

Trois régions de Suisse, d'Allemagne et d'Autriche unissent leurs efforts pour le projet interrégional RISE* en développant ensemble des idées favorisant des impulsions économiques, culturelles et sociales. Des forfaits pour «Amateurs de gros cubes» devraient ainsi stimuler le tourisme dans les trois régions concernées par le projet.

Dans le cadre de leur projet interrégional RISE, des partenaires issus d'Allemagne, d'Autriche et de Suisse développent sur trois ans sous les thèmes «Economie», «Culture» et «Détente de proximité» des mesures novatrices très attractives. Le rayon d'action se situe dans la région allemande de Deggendorf/Plattling (Basse Bavière), la région autrichienne d'Aichfeld-Murboden (Styrie) et l'espace de coopération du Seeland – Pied du Jura – Jura bernois. Les idées sont sélectionnées et mises en œuvre par les partenaires du projet lors d'une rencontre annuelle désignée «Convention».

Vacances pour amateurs de gros cubes

Le thème à l'ordre du jour de la convention de 2005 à Deggendorf était centré sur l'économie. Au cours de différents ateliers de travail, les participants ont échangé leurs expériences et abordé des sujets tels que les constructions en bois, l'énergie et l'environnement. Ils ont ainsi rassemblé des idées pour



Un groupe cible intéressant sur le plan économique: les motards en randonnée

des projets communs et le travail en réseau. Ils ont également pris la décision de s'occuper, dans le cadre d'un projet commun, d'une frange de population touristique jusque là délaissée: les amateurs de gros cubes. En effet, les prestations forfaitaires offertes depuis de nombreuses années sur un plateau d'argent aux amateurs de la petite reine, sont recherchées en vain par les amateurs de Harley-Davidson et autres gros cubes, à savoir des offres touristiques forfaitaires, allant de la gastronomie du terroir et les options culturelles jusqu'aux auberges conviviales se prêtant plus spécifiquement à l'accueil des motards. «Les motards solvables en excursion constituent notre principal groupe cible», explique Christian Cappis, responsable du projet pour la Suisse. Il entend par là les amateurs de motos aux chromes rutilants ne sortant leur bijou généralement que lors de la saison estivale. Les partenaires travaillent actuellement à la planification d'un itinéraire pilote par région.

Mettre en images les spécificités

L'année précédente, la première des trois conventions s'était tenue à Biene sous le thème de la «Culture». Un photographe par région avait alors été délégué avec le mandat de mettre en boîte les images caractérisant les régions perçues avec les yeux à la fois des indigènes et des touristes. Un ouvrage photographique avec commentaires, à paraître prochainement, est issu de ce travail et constitue une sorte d'exposition itinérante de photos commentée, destinée à la population régionale. «Mais nous ne voulons pas nous contenter de présenter des images d'une région», explique encore M. Cappis, «Ces images doivent aussi nous permettre de profiler l'identité et le caractère spécifique de nos régions respectives». M. Cappis est persuadé que cette démarche conduira à de nouvelles idées. ■

* RISE Regional Identity and culture, Strengths development, Environment actions

Données clés

Durée du projet: 01/2004 à 12/2007

Coûts totaux projetés: CHF 600 000

Participation de la Suisse:

CHF 200 000

Pays partenaires: Allemagne,

Autriche, Suisse

Contact: Christian Cappis,

Espace Mittelland, Berne

T +41(0)31 388 60 33

info@espacemittelland.ch



Des millions de touristes du monde entier ne peuvent pas se tromper: la Suisse centrale a beaucoup de choses à offrir. Paysages et attractions culturelles favorisent une bonne image sur le plan international et attirent chaque année des foules de vacanciers et de randonneurs dans la région. Notre renommée comme pôle économique est en revanche moins brillante. Les points forts de Suisse centrale sont en effet vite oubliés face aux grands cen-



Apprendre à connaître la culture politique et économique de l'UE

tres urbains. Et pourtant, notre région peut offrir de sérieux atouts en matière d'esprit d'entreprise: notre grand avantage réside dans les petites et moyennes entreprises qui couvrent non seulement les besoins de la population régionale, mais constituent dans de nombreux secteurs de niches de sérieux concurrents sur le marché national et international.

Les entreprises situées dans un canton intérieur sont doublement pénalisées lorsqu'elles veulent s'intégrer dans un réseau transfrontalier. En comparaison des PME de régions frontalières telles que Genève ou le Lac de Constance, les entreprises de Suisse centrale sont moins favorisées pour trouver elles-mêmes des partenaires au-delà de la frontière. D'où l'importance d'une coopération dans le cadre du programme européen Interreg.

Grâce à Interreg III, la Suisse centrale s'est associée pour la première fois à une forme de coopération transfrontière. Nous nous sommes surtout concentrés sur des projets transnationaux et dans une moindre mesure sur un projet interrégional. L'expérience était nouvelle pour nous et tous les cantons n'ont pas eu la chance de pouvoir bénéficier de cette offre de façon équilibrée. Le canton le plus engagé fut Uri qui, comme canton de montagne, a rencontré pour de nom-

breux projets alpins des partenaires de l'UE confrontés à des problématiques similaires.

Même les cantons qui ne se sont pas engagés directement avec un projet dans cette première phase de programme profitent à plus long terme des premiers pas de cette coopération transnationale. Des réseaux de relations européennes sont nés suite à la mise en œuvre de ces projets qui ont pu être utilisés par des PME comme modèles pour de futures entreprises ou comme vecteurs de produits innovateurs. Les contacts noués dans le cadre de ce programme faciliteront nos travaux à venir. Interreg représente pour nous une possibilité unique de mieux cerner la culture politique et économique de l'UE, d'être présents sur le terrain européen et de nous préparer aux futures discussions des questions encore ouvertes sur la communauté européenne. Ce qui représente certainement un avantage dans la perspective du développement futur de la coopération entre la Suisse et l'UE.

Yvonne Schärli-Gerig,
Conseillère d'Etat,
Canton de Lucerne



Regio Plus

Un programme d'impulsion pour soutenir l'évolution structurelle des régions rurales. Mise en valeur des potentiels de développement régionaux par de nouvelles coopérations entre différents secteurs d'activités, de même que des institutions publiques et privées. Augmentation de la compétitivité par des réseaux régionaux.

Bases légales

L'arrêté fédéral du 21 mars 1997 sur le soutien à l'évolution structurelle en milieu rural.

Objectif

Regio Plus soutient des idées novatrices et offre l'impulsion de départ. Ne sont soutenus que des projets de coopération dans les domaines de la gestion et de la conception. Les projets doivent également avoir un caractère institutionnel. Les projets de construction sont exclus. Les projets doivent être à même de s'autogérer après une phase initiale de soutien financier.

Caractéristiques

Les projets Regio Plus ...

- ... sont innovateurs
- ... maintiennent ou créent des emplois de qualité
- ... correspondent aux concepts de développement régionaux et autres projets régionaux et cantonaux
- ... tiennent compte de la protection des paysages, du patrimoine et de l'environnement
- ... reposent sur une coopération multi-sectorielle

Les projets sont reliés entre eux par un réseau, tant sur le plan national que le cas échéant, sur le plan international. Le réseau permet d'atteindre quatre objectifs:

1. Echanges d'informations et d'expériences
2. Transfert de savoir-faire
3. Transfert d'idées nouvelles
4. Renforcement de la coopération entre régions rurales

Durée du programme d'impulsion

Du 31 août 1997 au 31 juillet 2007 (prolongation jusqu'à l'entrée en vigueur de la Nouvelle Politique Régionale)

Budget

CHF 74 mio.

Champ d'application

Regio Plus soutient des projets dans toutes les régions de montagne, telles qu'elles sont répertoriées dans la loi sur les investissements dans les régions de montagne (LIM) ainsi que dans d'autres régions rurales. Son champ d'application recouvre 80 pour cent du territoire suisse et concerne 40 pour cent de notre population.

Adresse

Secrétariat d'Etat à l'économie SECO
Politique régionale et d'organisation du territoire
Effingerstrasse 27, 3003 Berne
T +41 (0)31 322 28 73
F +41 (0)31 322 27 68
info@regioplus.ch
www.regioplus.ch

Interreg III

Programme de promotion pour un développement équilibré et harmonieux de l'espace européen.

Base légale

Loi fédérale du 8 octobre 1999 et ordonnance du 22 novembre 2000 relative à la promotion de la participation helvétique à l'initiative communautaire pour une coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale (Interreg III) durant les années 2000 à 2006.

Objectif

Interreg entend contrebalancer, par des projets de coopération, les désavantages d'une situation géographique décentrée. Cette coopération doit favoriser la création, au-delà des frontières, de potentiels de développement communs.

Durée du programme

1^{er} mars 2000 au 31 décembre 2006

Budget

La Confédération met à disposition de ce programme un crédit-cadre de CHF 35 mio. Une somme au moins équivalente sera investie par les cantons et les autres partenaires de projets.

Responsabilité

Cantons et Confédération

Adresses et informations

Interreg III A et III C
Secrétariat d'Etat à l'économie SECO
Politique régionale et d'organisation du territoire
Effingerstrasse 27
3003 Berne
T +41 (0)31 322 28 73
F +41 (0)31 322 27 68
info@interreg.ch
www.interreg.ch

Interreg III B
Office fédéral du développement territorial ARE
Mühlestrasse 2
3063 Ittigen b. Bern
Adresse postale: 3003 Berne
T +41 (0)31 322 40 60
F +41 (0)31 322 78 69
info@interreg.ch
www.interreg.ch